



1947-1991

La guerre froide détermine la politique mondiale durant la seconde moitié du ^{xx}^e siècle autour des États-Unis et de l'URSS. Ce conflit à la fois globalisé et limité est ponctué de crises qui ont fait craindre une apocalypse nucléaire.

GEORGES-HENRI SOUTOU

Professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne, membre de l'Institut, auteur notamment de *La Guerre froide. 1943-1990*, Hachette, 2011.

L'expression de « guerre froide » est imaginée en 1947 par le journaliste américain Walter Lippmann pour qualifier la forte tension américano-soviétique évidente dès cette année-là. Mais dès 1950 et avec la guerre de Corée, l'expression, même si elle reste, ne convient plus. La guerre froide est un conflit Est-Ouest de longue durée, avec une gamme complète allant de simples tensions à des épisodes violents, avec un risque variable mais jamais nul de passage à l'extrême nucléaire. Mais c'est aussi un conflit marqué par des épisodes de « détente ».

On a affaire à une véritable guerre, mais d'un type spécial.

Les tensions américano-soviétiques commencent dès 1945-1946 à propos des Détroits turcs et de l'Iran. Elles s'aggravent en 1947, quand il devient évident que Moscou, outre la soviétisation de l'Europe orientale, cherche à contrôler l'ensemble de l'Allemagne, au-delà de sa zone d'occupation, ainsi que le Moyen Orient. Washington réagit par la « doctrine Truman » : les États-Unis proposent d'aider les pays soumis à une pression intérieure ou extérieure de la part de l'URSS. Le Plan Marshall

est mis en place, afin d'empêcher la Russie et les partis communistes de profiter de la crise économique et sociale que traverse l'Europe occidentale.

En 1948-1949 la tension s'aggrave encore avec le « coup de Prague »* de février 1948 et le blocus de Berlin-Ouest à partir du mois de juin. Staline essaie de faire échouer la reconstruction de l'Europe occidentale, tout en consolidant son emprise sur l'Est du continent. Les Occidentaux réagissent en constituant une organisation défensive, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) en avril 1949. Le monde se divise alors en deux ensembles opposés politiquement, stratégiquement et idéologiquement, tandis que la Chine, désormais communiste, rejoint l'URSS. En 1950, la guerre de Corée fait de la guerre froide un affrontement militaire, même s'il reste limité. Dès lors, la course aux armements, y compris nucléaires, se déchaîne. Les crises se multiplient, jusqu'aux plus graves : Berlin en 1958-1961, Cuba en 1962, Viêt Nam entre 1964 et 1975 (encadrés).

De la détente à la chute de l'empire soviétique

Américains et Soviétiques prennent alors conscience des dangers de la guerre nucléaire et décident d'amorcer une certaine détente. Celle-ci n'est pas dépourvue d'arrière-pensées. Néanmoins, une série d'accords stabilisent la situation : arrêt des expériences nucléaires dans l'air, l'eau ou l'espace en 1963, traité de non-prolifération en 1968, accords Salt (négociations sur les conditions de la limitation sur les armements stratégiques) de 1972 et 1979. À partir de 1975, des conférences régulières sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunissant les pays européens, les États-Unis et le Canada commencent à établir un minimum de concertation et de règles de conduite entre les deux camps. Pendant ce temps, des pays comme la France ou même la République fédérale d'Allemagne mènent de plus en plus leur propre jeu : « indépendance natio-

nale » à Paris, *Ostpolitik* à Bonn. De son côté, la Chine rompt avec l'URSS.

Certes, à la suite de l'échec américain au Viêt Nam en 1975, les Soviétiques soutiennent une série de mouvements révolutionnaires en Afrique et au Moyen-Orient, ce qui conduit à une réaction américaine à partir de l'arrivée au pouvoir du président Ronald Reagan en 1981. On parle alors de « nouvelle guerre froide ».

Mais l'URSS, épuisée par son effort d'expansion, son échec en Afghanistan (1979-1989), ses dépenses militaires et sa course technologique avec les États-Unis, entre dans une crise de plus en plus profonde. La crise croissante de l'Europe orientale, et en particulier de la République démocratique d'Allemagne, la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989, conduisent en quelques mois à la réunification allemande, à la fin du communisme en Europe orientale, à la dissolution du Pacte de Varsovie. Mikhaïl Gorbatchev, le dirigeant de l'URSS, comprend que son pays ne peut plus se permettre de réagir par la force comme elle l'a fait à différentes reprises depuis les années cinquante. L'URSS disparaît fin 1991.

La stratégie de l'empire soviétique dans la guerre froide est essentiellement opportuniste : exploiter toutes les faiblesses de l'adversaire, dans la conviction que le capitalisme est condamné et que la « corrélation des forces » ne peut que favoriser à plus ou moins long terme la victoire du « socialisme ». Quant aux États-Unis et aux Occidentaux, ils suivent en gros la stratégie définie par le diplomate américain George Kennan dès 1947 : empêcher l'URSS de progresser (le *containment*) par une attitude défensive souple et prudente, de façon à la convaincre qu'elle ne pourrait pas l'emporter. Il s'agit également d'éviter un conflit généralisé et d'amener l'URSS à revenir à la table de négociation, lorsque les défauts structurels de son système (en particulier économique) la forceraient à reconnaître son échec. Pour l'essentiel, cette stratégie l'a finalement emporté. ▶

Corée, un conflit périphérique ?

Le 25 juin 1950, la Corée du Nord communiste attaque la Corée du Sud. Staline, persuadé que Washington ne réagira pas, fournit une aide considérable et 5 000 conseillers militaires. Le 27 juin, à la demande des États-Unis, l'Onu vote des sanctions contre la Corée du Nord et la constitution d'une force internationale, essentiellement américaine et commandée par le général Douglas MacArthur. Après des moments difficiles, les États-Unis rétablissent l'équilibre et prennent l'offensive. Le 15 septembre, par l'audacieux débarquement d'Inchon, ils retournent la situation. Ensuite, ils franchissent la frontière entre les deux Corée, affirmant leur volonté de réunification, dépassant ainsi le mandat purement défensif de l'Onu et se dirigeant vers la frontière sino-coréenne.

La Chine réagit et lance une offensive générale victorieuse le 26 novembre. L'intervention chinoise et les échecs militaires de l'hiver 1950-1951 provoquent à Washington un vaste débat. D. MacArthur pense qu'il faut écraser les communistes en Asie. En face, le président Harry S. Truman se rallie à un programme plus modéré : sauver la Corée du Sud sans recours à l'arme nucléaire. Le non-emploi de l'arme nucléaire et la limitation volontaire d'un conflit considéré comme périphérique ont une portée décisive pour la suite de la guerre de Corée et de la guerre froide. Au printemps 1951, les armées de l'Onu repartent avec succès à l'offensive et font reculer les troupes chinoises. Le 23 juin 1951, Moscou propose l'ouverture de négociations d'armistice, mais celles-ci traînent jusqu'en 1953, au grand dam des États-Unis. ● G.-H.S.

► Si la guerre froide est restée froide en Europe, ce n'est pas le cas sur le reste du globe. En Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, et dans une moindre mesure en Amérique latine, se déroulent des conflits parfois très violents, soldés avec des millions de morts, comme en Corée. Sans atteindre bien sûr le niveau relatif des guerres mondiales, les dépenses militaires ont été inouïes pour

le temps de paix dans les deux camps. Il en va de même pour la mobilisation économique et industrielle: si on tient compte des gigantesques efforts en matière nucléaire ou de hautes technologies, de l'existence d'un complexe militaro-industriel en URSS et aussi, à leur manière, aux États-Unis, on a certaines caractéristiques d'un conflit militaire de longue durée. De même pour la mobilisation des esprits: tout le monde, d'abord les Soviétiques mais aussi les Occidentaux, pratique la propagande, l'action psychologique.

On a donc des éléments de mobilisation permanente, et il semble très légitime de parler d'une véritable guerre, même si on n'est pas allé jusqu'au maximum de violence. Cette guerre, même régionalement limitée et en général simplement larvée, a un côté total, à l'instar des deux guerres mondiales. En effet, le conflit fait appel à toutes les ressources et concerne l'économie, les sciences et techniques, le moral, la culture, l'action secrète et subversive, le tout dans le cadre d'un affrontement idéologique, politique et social majeur, symbolisé par des expressions comme le «rideau de fer», ou marqué sur le terrain comme par le Mur de Berlin.

Un conflit limité et en partie virtuel

La guerre froide n'est pourtant pas, pour employer le lexique de Karl von Clausewitz, montée aux extrêmes. L'explication habituelle est la sanctuarisation nucléaire du centre de conflit, mais les choses sont plus complexes. Depuis que l'on accède aux archives, on constate que lors de certaines crises, le facteur nucléaire a rendu la situation plus dangereuse, pas moins. De façon générale, le risque d'une frappe imparable dévastatrice en trente minutes a provoqué des tensions considérables, et a aggravé les effets de l'obsession technologique liée aux armes de destruction massive.

Les vraies raisons de l'autolimitation de la guerre froide semblent résider ailleurs. Tout d'abord, il s'agit d'un conflit

POUR ALLER PLUS LOIN...

- **La Guerre froide 1943-1990**
Georges-Henri Soutou, Pluriel, 2011.
- **La Guerre froide globale**
Odd Arne Westad, Payot, 2007.
- **Après guerre**
Une histoire de l'Europe depuis 1945
Tony Judt, Armand Colin, 2007.

Cuba: la crise des missiles

En janvier 1959, Fidel Castro prend le pouvoir à Cuba. Dès mars 1960, en butte à l'hostilité des États-Unis, il se rapproche de Moscou. Nikita Khrouchtchev installe des fusées à moyenne portée (IRBM) à Cuba en avril 1962. Mais le 14 octobre, un avion espion photographie ces missiles. Que faire ? Bombarder serait dangereux, car on ignore l'état de préparation des missiles. Débarquer le serait autant. Faut-il se contenter d'un blocus de l'île pour empêcher le reste du matériel soviétique d'arriver ? John F. Kennedy annonce l'établissement par la marine américaine d'une «quarantaine» autour de l'île, destinée à empêcher le reste des fusées d'arriver. En outre, il exige des Russes le démantèlement des bases existantes, sous la menace implicite d'une intervention militaire à Cuba en cas de refus. Les 25 et 26 octobre marquent le sommet de la crise, sans doute le moment le plus dangereux de la guerre froide: les États-Unis préparent un bombardement de Cuba, suivi d'une invasion de l'île. Le 28 octobre l'accord se fait: les Soviétiques démontent et évacuent leurs missiles. L'Onu vérifie sur place cette évacuation. Les États-Unis lèvent le blocus et s'engagent à ne pas envahir Cuba. ● G.-H.S.

fondamentalement idéologique. L'objectif n'est pas tant de détruire l'adversaire, ou de lui arracher des territoires ou des ressources, mais de le transformer, afin de faire triompher son propre modèle de société. Du coup, la violence militaire n'est pas indispensable, elle peut même être nocive.

D'autre part, pour la question allemande, la plus centrale et la plus dangereuse, au cœur du conflit Est-Ouest, il existe dès la conférence de Potsdam en 1945 un cadre juridique quadripartite, qui n'est jamais formellement aboli malgré de nombreuses crises et qui reste comme un référentiel commun. On le retrouve dans les textes de 1990 rétablissant l'unité allemande. La volonté partagée de ne pas répudier ce cadre contribue beaucoup à maintenir le conflit, en Europe tout au moins, en dessous d'un certain seuil. Il y a d'autre part des périodes de détente, des négociations pour réduire les risques les plus graves. En outre, à partir de 1975 et du processus d'Helsinki se met en place un système de négociations permanentes, avec la perspective d'un nouvel ordre de sécurité en Europe, qui facilite la sortie de la guerre froide en 1989-1990. ●

MOT-CLÉ

LE «COUP DE PRAGUE»

Le 25 février 1948, le président du parti communiste tchèque, Klement Gottwald, s'empare du pouvoir dans son pays, soutenu par les pressions de l'URSS sur l'ancien gouvernement démocrate d'Édouard Bénès.

Viêtnam : les États-Unis embourbés

Entre 1964 et 1975, la guerre du Viêtnam oppose, d'une part, le Nord-Viêtnam et son « armée populaire » soutenue par le bloc de l'Est et la Chine, associé au Front national pour la libération du Sud-Viêtnam (dit Viet Cong) et, d'autre part, le Sud-Viêtnam, militairement soutenu par les États-Unis et leurs alliés (Australie, Corée du Sud, Thaïlande, Philippines). Le conflit présente des points communs avec d'autres conflits asymétriques, entre guérilla et forces conventionnelles, comme la guerre d'Algérie, mais aussi des spécificités dues au contexte de la guerre froide. Sur le plan militaire, l'armée américaine déploie des moyens considérables, symbolisés par les bombardements aériens massifs sur le Cambodge, le Laos et le Nord-Viêtnam. Cette débauche de moyens renforce l'opposition à la guerre, tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Celle-ci ne doit pas cependant être surestimée. Parmi les gouvernements européens alliés des États-Unis, seule la France gaullienne, dans le cadre de ses tentatives d'érosion des blocs américain et soviétique, dépasse le stade des admonestations privées. Cependant, par le biais des contacts entre organisations étudiantes, l'opposition à la guerre du Viêtnam prépare les révoltes de jeunes de la fin des années 1960. Aux États-

Unis, le mouvement déborde peu le milieu universitaire et intellectuel : il ne suscite l'adhésion ni de l'ensemble des organisations noires, ni des syndicats et des partis politiques importants, contrairement à la guerre d'Algérie en France. L'absence d'un parti communiste puissant et la décentralisation de la vie politique favorisent les gouvernants américains.

Des conséquences économiques durables

La guerre du Viêtnam est inséparable de la querelle entre la Chine et l'URSS pour la domination du mouvement communiste mondial. Dès le renversement de Nikita Khrouchtchev en 1964, l'URSS et la Chine

rivalisent pour soutenir Hanoi, matériellement et diplomatiquement. Puis, pour mettre Washington dans leur jeu, les deux puissances communistes conseillent chacune à Hanoi un règlement diplomatique du conflit. Les Américains sont entrés dans la guerre du Viêtnam avec l'espoir de coopter Moscou contre Pékin. Finalement, la sortie du conflit est allée de pair avec la formation d'un axe sino-américain à l'antisoviétisme de moins en moins discret. Si ce conflit appartient désormais à l'histoire, il n'en va pas de même de ses conséquences économiques. Les dépenses de guerre contribuent à l'affaiblissement du dollar dans les années 1960.

Le président Richard Nixon met en avant l'ampleur des dépenses militaires américaines pour justifier en 1971 la dévaluation du dollar et la suspension de sa convertibilité en or, prélude au flottement généralisé des monnaies. Parallèlement, il desserre les contrôles sur les sorties de capitaux pour faciliter les opérations transnationales, et lance une nouvelle négociation commerciale internationale sur la levée des barrières non tarifaires. Sur le plan économique et financier, la guerre du Viêtnam fournit aux États-Unis le prétexte pour mettre en place toutes les composantes de l'actuelle mondialisation capitaliste. ●

LAURENT CESARI
professeur d'histoire contemporaine
à l'université d'Artois



116 pilotes et soldats de l'armée américaine, capturés par les Nord-Vietnamiens, sont libérés à Hanoi le 12 février 1973.

Werner Schultze/Picture Alliance/ANIG Images